

## Les associations de patrimoine et le tourisme

Martin Drouin, Ph.D.

Volume 30, numéro 2, 2011

Les associations de patrimoine et le tourisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1012242ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1012242ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Drouin, M. (2011). Les associations de patrimoine et le tourisme. *Téoros*, 30(2), 59-61. <https://doi.org/10.7202/1012242ar>

PRÉSENTATION

## Les associations de patrimoine et le tourisme

**Martin DROUIN**, Ph.D.

Professeur

Département d'études urbaines et touristiques

Université du Québec à Montréal (ESG-UQAM)

drouin.martin@uqam.ca

Les ouvrages sur le patrimoine se sont décuplés au cours des dernières décennies. Issus de différentes disciplines, les chercheurs ont multiplié les angles d'analyse pour explorer, comprendre et cerner les nombreuses déclinaisons du patrimoine, qu'il soit matériel, immatériel ou naturel, pour reprendre la désormais canonique tripartition. Plus que l'objet lui-même, à travers la connaissance de ses formes, de ses qualités ou de l'intérêt pour sa sauvegarde, ce sont les processus inhérents à sa constitution qui retiennent aujourd'hui l'attention (Amougou, 2004). En effet, intéressés par ce qu'il est maintenant convenu de nommer les phénomènes de la patrimonialisation, les chercheurs pistent, déconstruisent ou comparent les mécanismes qui participent à la fabrication du patrimoine (Davallon, 2006; Morisset, 2009; Heinich, 2009). L'approche permet ainsi de mieux appréhender la place occupée par le patrimoine dans nos sociétés contemporaines.

Si les études sur la patrimonialisation ont occasionné un changement important de paradigme dans l'approche du patrimoine, les pistes de recherche qui permettent d'explorer le phénomène n'ont pas diminué pour autant. Parmi celles-ci, l'intérêt pour les acteurs de la patrimonialisation a permis de mettre en relief la diversité des expériences, des interventions et la quête de sens inhérente aux constructions patrimoniales. Malgré l'intérêt porté à ceux qui font vivre et animent le patrimoine, les associations vouées à la sauvegarde des traces du passé n'ont paradoxalement pas obtenu la reconnaissance qu'elles méritent. Certes, l'importance qu'elles occupent dans les opérations de sauvegarde est régulièrement soulignée. Le Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec (2000) notait, par exemple, il y a une dizaine d'années : « On ne peut parler du milieu du patrimoine sans mentionner les centaines de regroupements locaux, dont le rayonnement territorial est circonscrit mais qui assurent la permanence au front. [...] Ils sont parfois constitués au moment d'une crise et dissous

quand celle-ci se résorbe; mais, éphémères ou permanents, ce sont les sentinelles du patrimoine ». À tout le moins, on reconnaît que le milieu est extrêmement dynamique.

Malgré ce constat, les recherches sur le monde associatif se sont faites discrètes, menées au gré des initiatives personnelles et en dépit de la richesse des analyses (Waterson, 1994; Page et Mason, 2004). En France, la situation est particulière car la recherche a bénéficié du centenaire de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, celle qui règle le droit des associations. En effet, une série d'ouvrages et d'études ont été publiés dans la foulée (Moulinier, 2001; Sandrier, 2001). Toutefois, c'est la contribution d'Hervé Glevarec et Guy Saez (2002) qui tenta de cerner le phénomène en abordant concrètement l'implication des associations dans l'univers bien particulier du patrimoine. Au-delà du modèle du militant, les deux sociologues cherchaient à comprendre les termes et les modalités de l'investissement associatif. Émerge de ce travail un tableau original qui n'aborde malheureusement pas directement les liens avec le tourisme. D'autres ont cherché à cerner les fondements de l'implication, à comprendre les modalités de l'organisation en association, les rapports entre amateurs et professionnels et le rapport au passé entretenu par les bénévoles (Carterton, 2004). En somme, les études ont permis d'éclairer l'action associative, les acteurs qui la portent, les motivations qui la sous-tendent et la conception du patrimoine qui en résulte.

Si les associations de patrimoine sont généralement connues par l'opinion publique pour les efforts qu'elles déploient dans la sauvegarde d'un objet, d'un lieu ou d'une pratique, il n'est plus possible d'affirmer qu'elles travaillent uniquement dans une logique de confrontation ou d'urgence. Même si elles sont à juste titre associées à un militantisme qui se décline sous diverses formes (représentations médiatiques, coups d'éclat sur le terrain ou manœuvres dans les arcanes du pouvoir), ce type de visibilité a toutefois tendance à laisser dans l'ombre d'autres

formes d'implication (Drouin, 2005). L'investissement des associations se déploie, par exemple, dans le champ de la connaissance. Elles se rapprochent ici du travail, plus connu, des sociétés savantes (Chaline, 1995). Contrairement aux travaux d'histoire ou d'érudition menés par ces dernières, les recherches des associations concourent presque toujours à une meilleure compréhension du patrimoine à sauvegarder ou à mettre en valeur. Il s'agit alors de révéler ou de cerner des valeurs patrimoniales pour en saisir les multiples usages. L'implication associative peut être plus concrète par l'organisation de chantiers de restauration, qu'ils soient de petite ou de grande envergure. Dans certains cas, les associations mènent elles-mêmes les travaux. À d'autres occasions, elles sont seulement le maître d'ouvrage. L'association Rempart, créée en 1966, en est l'exemple le plus connu qui, par le nombre et la durée des projets, illustre le caractère très concret des interventions. Les associations peuvent également être impliquées dans des activités de sensibilisation. Le rayonnement dépasse alors le seul groupe de bénévoles impliqués pour toucher les membres de la collectivité locale. Dans tous les cas, l'action s'inscrit dans une optique de valorisation du patrimoine.

À cette feuille de route déjà bien chargée, un autre registre d'activité amène les associations à organiser et à mettre en place une offre touristique, inscrite dans une structure administrative ou interprétative, autour d'un patrimoine à découvrir. On peut le voir intervenir à différents moments du processus de mise en tourisme et à différentes échelles d'intervention. Ce spectre couvre en effet une gamme de stratégies et d'actions variées dont le but est toujours de faire vivre et d'animer le patrimoine. Inscrit dans une logique d'obsolescence et de désuétude, le patrimoine retrouve ainsi une valeur d'usage. L'aspect économique de ce nouvel usage influence assurément les logiques à l'œuvre, mais ne s'y résume pas. Faire connaître un territoire aimé et chéri par les bénévoles, raviver et stimuler des pratiques culturelles que l'on croyait perdu, transmettre une passion en dehors du cercle des initiés, tous ces gestes portent l'espoir que la sauvegarde du patrimoine ne soit pas vaine et inutile (Drouin, 2006). Un nouveau projet autour du patrimoine prend sens dans la rencontre avec l'autre.

Les trois textes de ce dossier permettent de goûter et de comprendre différents aspects de la vie d'une association et du travail associatif. Ils marquent également, par leurs trois regards, une accentuation du rapport et de la relation que le visiteur tisse avec le patrimoine. Voyons de plus près. Le premier texte, celui de Julie Manfredini, doctorante au Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle (Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne), présente et analyse le rôle d'un syndicat d'initiative entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les années 1930. Il nous rappelle, tout d'abord, que le regroupement associatif n'est pas un phénomène récent, même s'il y a connu au cours des trente dernières années une croissance exponentielle. C'est en effet à partir des années 1980 que l'engouement pour le patrimoine s'est traduit par une implication plus large sur le terrain (Glevarac et Saez, 2002). Il permet également de ne pas oublier que l'univers associatif regroupe des membres animés par des motivations et des objectifs très

différents. Bien des dissemblances séparent une organisation d'envergure mondiale comme le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS) d'un regroupement local voué à la promotion d'un trésor au rayonnement bien limité et animé par des bénévoles dont la formation ne les prédestinait pas à s'investir dans un tel domaine (Observatoire de la culture et des communications du Québec, 2007). Le syndicat d'initiative étudié ici regroupe des notables et une petite élite locale. Dans les trois cas qui viennent d'être cités cependant, l'association se fait sur une base volontaire autour d'un projet ou d'un objectif commun. Le syndicat d'initiative hyérois travaille ainsi à mousser les qualités d'une destination touristique, préoccupé par la valorisation des spécificités régionales pour attirer des vacanciers. Le patrimoine y joue un rôle important en s'imposant comme une chose-à-voir qui singularise le lieu. Le rôle de l'association est d'en faire la promotion, de guider le voyageur, de lui donner des outils pour comprendre le territoire qu'il visite et de présenter les monuments historiques incontournables. Dans ce contexte, le patrimoine est un objet de délectation esthétique et de connaissance historique.

Le texte de Pascal Desmichel nous entraîne dans un autre univers : celui des associations pour la promotion du patrimoine ferroviaire français. L'auteur, maître de conférences associé au Centre d'études et de recherches appliquées à la moyenne montagne et aux espaces ruraux fragiles (CERAMAC) à l'Université Blaise Pascal (Clermont-Ferrand II), décrit et compare des expériences d'exploitation de parcours touristiques sur des lignes abandonnées par la compagnie de chemin de fer national. Il ne s'agit plus simplement de faire la promotion d'un patrimoine à voir, mais de le faire revivre grâce à la fréquentation par de nouveaux usagers. L'article rappelle le travail colossal d'individus pour convaincre les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds de faire confiance aux associations. Malgré une expertise certaine, il n'est pas toujours aisé pour les associations de se défaire de l'étiquette d'amateur qui leur colle à la peau, simplement parce qu'elles agissent dans le cadre du bénévolat (Drouin, 2007). Derrière ce travail acharné, l'article rappelle aussi la présence nécessaire et incontournable des membres du bureau de direction et, surtout, du président qui en est la cheville ouvrière. Si le nombre de personnes ralliées varie en fonction des activités développées, l'association reste souvent – trop souvent – animée par la passion de quelques-uns. Les problèmes qui s'en suivent sont souvent difficiles à surmonter, car il n'est pas simple de favoriser le renouvellement du leadership et de pallier le manque de temps des bénévoles. Toutefois, les cas de réussite transforment complètement l'expérience des visiteurs. Le patrimoine s'anime et regagne une signification qui s'était obscurcie par la perte d'usage. Le visiteur n'est plus dans un état de passivité face à l'attraction, mais la découvre plus activement. Bien plus que d'admirer l'impressionnante beauté d'une locomotive dans le contexte, par exemple, d'un musée des sciences et technologies, monter à bord d'un train pour emprunter un véritable parcours ferroviaire en compagnie de personnes qui ont œuvré à cette relance transforme complètement la rencontre avec le patrimoine et la perception du visiteur. Il en résulte souvent une

plus grande sensibilisation au devenir du patrimoine qui mène, parfois, à une responsabilisation du visiteur.

Un troisième niveau d'expérience nous est présenté avec l'article d'Amélie Masson-Labonté. Diplômée d'histoire et consultante en patrimoine, la chercheuse s'est aventurée dans l'univers du tourisme participatif. Elle a ainsi observé les relations et les dynamiques créées entre les animateurs de l'association Terre de pierre et les touristes bénévoles d'un chantier de restauration. Le patrimoine, cette fois, renaît littéralement grâce aux efforts du visiteur, dont le rôle n'est plus passif, et qui séjournera sur le site une à deux semaines, parfois plus longtemps. L'article montre bien que les expériences d'animation du patrimoine se pratiquent souvent à petite échelle. Ce « microtourisme » a toutefois l'avantage de s'arrimer plus facilement avec les objectifs et les normes de conservation du patrimoine. Si le cas de Terre de pierres l'illustre éloquentement, d'autres exemples viennent appuyer ce constat, comme le travail des Amis du parc de la rivière Chaudière, non loin de Québec, qui, tout en assumant l'animation sur le site, veille aux intérêts d'une conservation respectueuse de l'environnement. On aborde ici un aspect important de l'univers associatif. Même si les groupes de bénévoles prennent part à l'organisation d'activités touristiques, ils le font presque toujours en s'intéressant d'abord au patrimoine. Cet angle d'approche implique une sensibilité particulière envers la ressource à mettre en valeur et à animer. Il n'est pas étonnant, par exemple, que les premières expériences, le développement et la diffusion des principes d'interprétation du patrimoine aient été menés par des individus proches des milieux de la conservation (Merriman et Brochu, 2006; Beck et Cable, 2002). Le degré d'accompagnement du visiteur, dans les exemples du tourisme patrimonial participatif, atteint son paroxysme. Il s'agit en quelque sorte d'une coconstruction de l'expérience de visite. La relation développée avec le patrimoine est d'une toute autre nature que dans les cas exposés dans les deux articles précédents du dossier. Le visiteur n'est plus seulement le destinataire de la valorisation patrimoniale, il en devient l'un des producteurs.

Ce dossier consacré aux relations entre associations, patrimoine et tourisme n'épuise certainement pas la problématique. Il est plutôt une invitation à s'investir davantage dans ce champ de recherche. La richesse des pistes empruntées par les trois articles témoigne assurément des possibilités de nouvelles études. Les textes réunis rappellent également, d'hier à aujourd'hui, l'importance de ces bataillons de bénévoles qui travaillent, souvent à l'ombre des grandes institutions, à protéger, conserver et mettre en valeur des patrimoines autrement négligés sur des territoires souvent délaissés. Pourtant, faut-il rappeler une dernière fois la méconnaissance de ces associations? Au Québec, quelques chiffres, à la fois précis et généraux, tracent un ordre de grandeur : en 2007, l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, dans son *État des lieux du patrimoine, des institutions muséales et des archives*, révélait la présence de 356 organismes dans le milieu du patrimoine. Ce constat ne nous renseigne toutefois pas sur ces associations. Au contraire, il souligne plutôt le gouffre de ce champ de connaissance à combler. ■

## Références

- AMOUGOU, Emmanuel (sous la direction de), (2004) *La question patrimoniale : de la « patrimonialisation à l'examen des situations concrètes*, Paris : L'Harmattan, 286 p.
- BECK, Larry et Ted CABLE (2002) *Interpretation for the 21st Century. Fifteen Guiding Principles for Interpreting Nature and Culture*, Champaign (Illinois) : Sagamore Publishing, 205 p.
- CATERTON, Benoît (sous la direction de), (2004) *L'engouement associatif pour l'histoire locale. Le cas du Maine-et-Loire*, Paris : L'Harmattan, 125 p.
- CHALINE, Jean-Pierre (1995) *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France*, Paris : Éditions du CTHS, 271 p.
- DAVALLON, Jean (2006) *Le don du patrimoine : une approche communicationnelle de la patrimonialisation*, Paris : Lavoisier / Hermès, 222 p.
- DROUIN, Martin (2007) « Sauver le patrimoine par l'action associative : oui, mais peut-elle proposer un produit touristique de qualité? », *Téoros*, vol. 26, n° 1, p. 67-70.
- DROUIN, Martin (2006) « Associations locales et sauvegarde des chapelles en Bretagne », dans Lucie K. MORISSET, Luc NOPPEN et Thomas COOMANS (sous la direction de), *Quel avenir pour quelles églises? / What future for which churches?*, Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 419-435.
- DROUIN, Martin (2005) *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 386 p.
- GLEVAREC, Hervé et Guy SAEZ (2002) *Le patrimoine saisi par les associations*, Paris : La documentation française, 412 p.
- GROUPE-CONSEIL SUR LA POLITIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC (2000) *Notre patrimoine, un présent du passé, proposition présentée à madame Agnès Maltais, Ministre de la Culture et des Communications*, Québec : Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel, 240 p.
- HEINICH, Nathalie (2009) *La fabrique du patrimoine : « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 286 p.
- MERRIMAN, Tim et Lisa BROCHU (2006) *The History of Heritage Interpretation in the United States*, Fort Collins (Colorado) : Interpress, 104 p.
- MORISSET, Lucie K. (2009) *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*, Rennes / Québec : Presses de l'Université de Rennes / Presses de l'Université du Québec, 131 p.
- MOULINIER, Pierre (sous la direction de), (2001) *Les associations dans la vie et la politique culturelles. Regards croisés*, Paris : Direction des études et de la prospective, 139 p.
- OBSERVATOIRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC (2007) *État des lieux du patrimoine, des institutions muséales et des archives, cahier 2 : Le patrimoine au Québec, une réalité enfin révélée*, Québec : Institut de la statistique du Québec, 30 p.
- PAGE, Max et Randall MASON (sous la direction) (2004) *Giving Preservation a History: Histories of Historic Preservation in the United States*, New York / Londres : Routledge, 352 p.
- SANDRIER, Jean-Claude (2001) *Associations et politiques de la ville*, Paris : La Documentation française, 151 p.
- WATERSON, Merlin (1994) *The National Trust: The First Hundred Years*, Londres : BBC Books / National Trust, 288 p.